

Appel des organisations syndicales du ministère de la culture CFDT, CGT, FSU, SUD, UNSA

Ministère délaissé, ministère mobilisé

Inutile de dire que les « années RGPP » n'ont pas fait de bien au ministère de la culture. Nombreux sont celles et ceux parmi nos collègues qui vivent encore durement aujourd'hui les conséquences directes de cette période terrible. La rudesse des coups portés aux moyens et à l'emploi a laissé des traces profondes dans nos missions et dans le travail.

Les coupes budgétaires imposées par le gouvernement en 2013 et 2014 ont encore accentué la fragilisation de notre département ministériel. Trois ans après l'alternance politique de 2012 et quelques promesses de campagne envolées, le constat est sans appel : la culture est un ministère délaissé, un ministère pauvre, un ministère qui souffre d'un important déficit d'emplois, un ministère où les missions et le travail sont abîmés, un ministère où les carrières sont sinistrées, où les rémunérations comptent parmi les plus basses de la Fonction publique, mais aussi, un ministère rongé par la précarité où les travailleurs pauvres sont toujours plus nombreux.

Et c'est à ce ministère-là, instrument essentiel du service public de la culture dans les territoires et de l'égalité de traitement des citoyens devant le droit de tous à la culture que le gouvernement de Manuel Valls veut administrer une réforme territoriale qui s'apparente à un coup de grâce.

Cela ne peut pas continuer comme ça ! Voilà pourquoi nos organisations syndicales prennent le parti de s'unir. Ensemble, nous voulons rassembler les personnels au-delà des différences statutaires et catégorielles, sans exclure aucun service ni établissement et en nous adressant à tous dans toute la France.

Le moment est venu de se rassembler pour faire triompher des revendications vitales :

- ❑ **Salaires et carrières** : au ministère de la culture, c'est la misère et nous ne pouvons plus l'accepter ; une hausse du pouvoir d'achat s'impose, elle passe par le dégel du point d'indice et par des mesures de rattrapage des pertes subies depuis des années ; les carrières doivent enfin trouver des débouchés, cela vaut pour toutes les catégories et en priorité pour les plus bas salaires. En agissant sur les salaires et les carrières, nous visons aussi à l'augmentation du niveau des retraites, lui aussi aujourd'hui scandaleusement bas ;
- ❑ **Emploi et métiers** : nos missions et nos métiers (qui doivent absolument être préservés et transmis) ont besoin d'emplois et d'emplois stables ; ainsi nous exigeons la fin des suppressions d'emplois, la création d'emplois statutaires - via l'organisation de concours pour tous les corps - permettant le bon

accomplissement de toutes les missions de service public ; c'est indispensable pour faire reculer la précarité et protéger les conditions de travail ; c'est également indispensable pour répondre aux attentes des usagers avec le souci constant de l'égalité et de la solidarité ;

- **Retour à la règle** : le ministère de la culture est le champion des dérogations en tout genre. Ces dérogations à la règle et au statut général ne sont pas autre chose qu'une vaste entreprise de dérégulation et de précarisation. Il faut impérativement faire machine arrière : travailler à la sécurisation des parcours professionnels ; ouvrir tous les postes nécessaires aux concours ; transformer les CDD en CDI ; stopper le temps partiel imposé ;
- **Régime indemnitaire** : il n'a pas été réévalué depuis 2009 ! ; nous exigeons un rattrapage qui se concentre d'abord sur la réduction des inégalités, notamment entre les femmes et les hommes, notamment entre la région parisienne et les autres régions ;
- **Budget** : Manuel Valls reconnaît l'erreur des autres sur la baisse du budget du ministère de la culture et se pose en héraut de la culture, la belle affaire ! En vérité, après la purge de 2013/2014 (- 6,5%), la culture est étranglée avec une part dans le budget de l'Etat à seulement 0,7%. Augmenter son budget devient vital. **La culture n'est pas une charge, c'est un investissement et un pari sur l'avenir !**
- **Réforme territoriale, DRAC et STAP** : la réforme territoriale conduite par le gouvernement à marche forcée et contre les personnels va inmanquablement se solder par une vaste restructuration de l'appareil d'Etat. Cette réforme percute de plein fouet les DRAC/DAC et les STAP ; elle touche aussi à l'administration centrale, à l'enseignement supérieur et à la recherche, posant expressément la question de l'avenir de notre ministère ; nous exigeons la préservation de l'outil de travail, de toutes les unités de travail et de tous les emplois là où ils sont ; Fleur Pellerin doit apporter des réponses aux agents, leur donner des garanties, les protéger contre l'OPA des préfets ; les territoires, tous les territoires de la République et toute la population sans exclusive ni discrimination ont besoin de la présence et de l'action du ministère de la culture : ils ont besoin des services déconcentrés du ministère, des DRAC et des STAP.

L'intersyndicale demande à la ministre la convocation dans les plus brefs délais d'un Comité technique ministériel consacré tout spécialement à la réforme territoriale et à la déconcentration.

Nous sommes résolus à nous battre pour nos revendications et notre ministère. Notre unité, c'est notre force !